

Ces défis soulignent la nécessité, pour le gouvernement, de travailler en collaboration plus étroite que jamais avec nos partenaires commerciaux afin de promouvoir une croissance mondiale saine et équilibrée.

[Traduction]

L'évolution internationale a influé sur les résultats de l'économie canadienne en 1986. La chute des prix mondiaux des céréales et du pétrole a été durement ressentie, en particulier dans l'Ouest du Canada. Les avantages apportés par une croissance et une création d'emplois constantes ont été appréciés, mais ils n'ont pas profité également à toutes les régions.

Le gouvernement a tenu compte des besoins régionaux en prenant plusieurs mesures qui ont permis d'atténuer les effets de l'évolution internationale. C'est grâce aux progrès de l'économie nationale que nous avons pu réagir ainsi.

Si nous n'avions pas réussi à abaisser les taux d'intérêt et à freiner l'inflation, nos problèmes régionaux auraient été encore plus graves.

[Français]

Notre capacité future de contribuer au développement économique de toutes nos régions continuera de toute évidence de dépendre de la nation de concurrencer les meilleurs au niveau international.

[Traduction]

LES PROGRÈS DE NOTRE PROGRAMME

Avant l'entrée en fonction de notre gouvernement, une récession marquée avait porté un dur coup à la confiance des Canadiens. La gravité de ce recul économique et cette baisse de confiance étaient symptomatiques d'une évolution inquiétante qui menaçait nos objectifs de croissance soutenue, de permanence des emplois et d'accroissement des possibilités offertes aux Canadiens.

Le déficit dépassait \$38 milliards et était en hausse.

La dette nationale avait doublé en trois ans seulement.

Le gouvernement consommait une proportion toujours croissante des ressources du pays.

[Français]

L'initiative privée était de plus en plus entravée par une réglementation excessive.

Des subventions de plus en plus importantes à l'industrie faisaient obstacle au changement.

Des dépenses désordonnées conduisaient au gaspillage, à une bureaucratie envahissante et à des activités improductives.

[Traduction]

L'État constituait une bonne partie du problème.

Une nation écrasée sous les déficits et les dettes est plus vulnérable aux chocs économiques. Cependant, les fonctions jouées par l'État et la manière dont il s'en acquitte sont aussi importantes que la proportion des ressources qu'il emprunte à la nation.

C'est la raison pour laquelle, en novembre 1984, nous avons présenté aux Canadiens un programme complet de renouveau économique.

[Français]

C'est pour cela que, avec persévérance et cohérence, nous avons entrepris de rendre l'État plus efficient, de rétablir une

gestion financière prudente et d'instaurer un cadre économique qui soit propice à l'initiative privée et à la prise de risques, et qui récompense le succès.

[Traduction]

Sans les initiatives déterminées prises afin de redresser les finances de la nation, la spirale des déficits et de la dette se serait accélérée; la confiance aurait encore baissé. Nous devons agir, et c'est ce que nous avons fait.

Nous avons ramené le déficit à \$34.4 milliards dans notre première année complète d'exercice du pouvoir.

Cette année, nous réduirons le déficit à \$32 milliards. De plus, nous limiterons nos dépenses de programmes à \$89.4 milliards, objectif que j'avais fixé dans mon budget d'il y a un an.

J'annonce également aujourd'hui que, au cours de notre troisième année, nous ramènerons le déficit à \$29.3 milliards (graphique 1 de l'annexe).

Permettez-moi de souligner l'ampleur de nos efforts. À notre entrée en fonction, le déficit fédéral en proportion de l'économie représentait plus d'une fois et demie celui des États-Unis, mesuré de manière équivalente. En proportion de l'économie, notre déficit a été réduit à un point tel qu'il est maintenant identique à celui des États-Unis.

Ces progrès n'ont pas été réalisés sans mal. Ils ont nécessité des décisions difficiles et exigé une gestion ferme et disciplinée. Ces mesures ont été prises dans le cadre de notre programme global dont l'objectif essentiel était d'améliorer la compétitivité internationale du Canada. En effet, une compétitivité améliorée produira une croissance soutenue et des emplois permanents.

Notre programme vise aussi à :

déréglementer des secteurs clés de l'économie;

soutenir les sciences et la technologie;

venir en aide à la petite entreprise;

privatiser les sociétés d'État qui peuvent mieux fonctionner dans le secteur privé;

moderniser la réglementation des services financiers; et

poursuivre des initiatives commerciales visant à nous assurer des débouchés jusqu'au siècle prochain.

Nos initiatives commerciales revêtent une grande importance. Grâce à elles, l'amélioration de notre compétitivité se traduira par des emplois plus nombreux. Nous restons bien résolus à rechercher une entente avec notre plus gros partenaire commercial, les États-Unis une entente qui doit manifestement être profitable au Canada. Nous jouons également un rôle de premier plan dans la nouvelle ronde de négociations commerciales multilatérales tenue dans le cadre du GATT. Ces négociations porteront sur plusieurs questions d'une importance vitale pour le Canada, et notamment sur le commerce des produits agricoles. Comme l'a bien précisé le Premier ministre (M. Mulroney), le gouvernement n'épargnera aucun effort dans la recherche d'un règlement international des conflits commerciaux en matière agricole, afin que cessent les dommages causés par ces conflits au Canada et ailleurs dans le monde.